

Accord de libre-échange Canada—États-Unis

nous avons de l'infrastructure, nous avons tout ce qu'il faut pour donner la chance à ces gens-là de pouvoir aller sur le marché mondial, sur le marché américain. Mais il faut pour cela qu'on leur donne la chance de le faire.

Les libéraux ont essayé pendant 20 ans de subventionner les compagnies qui avaient de la misère à survivre. Ce qu'ils ont fait, ils ont mis des *bandaids* sur des pattes de bois, monsieur le Président. Ils n'ont jamais réglé le problème. Nous avons essayé, nous, avec les moyens du bord, effectivement de régler le problème. Nous avons sauvé l'industrie Pétromont. Nous avons investi des millions, mais nous les avons investis d'une façon intelligente. Nous avons permis à cette industrie de «compétitionner», de se restructurer, de s'attaquer à des marchés au sujet desquels, jusque-là, il n'était pas permis de le faire.

Alors, monsieur le Président, pour la région de Montréal, si on peut avoir accès au marché américain, si on peut produire des produits de haute technologie, si on peut produire des produits raffinés, qu'est-ce qu'on va faire? Nous allons les vendre aux Américains. Nous avons d'ailleurs déjà commencé. Si on regarde les compagnies comme la Spar qui produit le bras canadien sur la navette américaine . . .

Une voix: C'est fabriqué à Lotbinière.

M. Ricard: C'est fabriqué à Lotbinière, c'est encore mieux. Il doit y avoir des petites vis fabriquées à Lotbinière.

Monsieur le Président, on se rend compte que les Canadiens sont capables.

Je me souviens, monsieur le Président, de la démagogie des partis de l'opposition lorsqu'on a parlé en 1984-1985 de redonner à l'entreprise privée les entreprises de l'État, de décentraliser. On a eu à ce moment-là la première industrie qui a été vendue à l'entreprise privée, la compagnie de Havilland. Je m'en souviens très bien parce qu'à cette époque-là, j'étais le président du Comité de l'expansion économique régionale et nous avons entendu des auditions sur la vente de cette entreprise à des compagnies privées. Et je me rappelle qu'à cette époque-là on avait dit que si l'État se départissait des entreprises publiques, nous allions tuer cette industrie, nous allions créer du chômage, nous allions avoir un exode des cerveaux canadiens vers les entreprises américaines puisqu'à cette époque-là c'était la compagnie Boeing qui se portait acquéreur de la compagnie de Havilland.

On a eu aussi droit à M. Bob White qui est venu faire des pressions.

Une voix: Pas Bob White?

M. Richard: Bob White, en chair et en os.

Une voix: Le chef du NPD?

M. Ricard: Le futur chef du NPD. Il est venu ici avec son groupe de 15 ou 20 personnes essayer de rire de l'État, de rire du gouvernement canadien, et là ce n'était pas seulement les conservateurs qui passaient «au bat», monsieur le Président, les libéraux y goûtaient eux autres aussi parce qu'évidemment, pour Bob White, il n'y a absolument rien qui existe sauf le syndicalisme, le NPD et le socialisme. Alors, pour lui toute vente d'une entreprise publique à l'entreprise privée était un scandale et allait devenir un cancer.

On a eu le même phénomène lorsque la Canadair a décidé de vendre une partie de ses actions à l'entreprise privée. Et les mêmes personnes sont venues devant cette Chambre, sont venues devant le Comité, sont venues «démagoguer», sont venues nous accuser de tous les péchés du monde, sont venues nous dire qu'on était en train de vendre le pays aux Américains, sont venues nous dire qu'on était en train de se débarrasser du patrimoine, monsieur le Président, le patrimoine!

Et si on regarde aujourd'hui les effets de ces ventes, de cette privatisation, sans dire qu'on a créé de l'emploi, puisqu'on a quasiment doublé le nombre d'emplois que ces compagnies avaient à ce moment-là . . . mais elles ont triplé, quadruplé leurs profits. C'est ce qu'elles ont fait. Et l'avantage, c'est que les retombées en impôts, tant fédérales que provinciales, et tout ce qui a trait aux taxes vis-à-vis de leur pouvoir d'achat nous ont permis de justifier à 400 p. 100 les avances qu'on avait faites à ce moment-là.

Alors, je vous disais que la région de Montréal était une région favorisée au niveau de la haute technologie. Il y a Spar dans la circonscription de mon ami, le ministre du Travail (M. Cadieux), il y a Canadair, il y a Paramax, il y a CAE, *Canadian Aviation Electronics*, qui sont dans cet arrondissement de haute technologie et qui pourraient facilement être favorisées. Mais il faut pour cela, monsieur le Président, que le projet qu'on discute actuellement passe. Il faut qu'il soit mis en vigueur, il faut qu'on puisse avoir l'outil pour modifier nos lois qui vont nous permettre ce développement de haute technologie.

Tout cela m'amène à vous parler un petit peu, monsieur le Président, de l'Agence spatiale. On a entendu, durant la campagne électorale, le chef de l'Opposition officielle (M. Turner) nous dire que la région de Montréal serait l'endroit pour la future Agence spatiale. Si vous regardez les journaux de la semaine passée, il y a une douzaine de députés de son caucus qui eux la veulent pour la région d'Ottawa. C'est bien évident que ce sont des députés d'arrière-ban de l'opposition, mais quand même il reste qu'au sein de ce parti, il n'y a quand même pas de coalition ou de coordination ou d'unification pour avoir une idée précise où mettre l'Agence spatiale. Ils ont essayé de nous faire trébucher